

Les 20 ans de l'Institut

★

Ars artium gubernatio hominum

par Léo MOULIN,

Président de l'Institut belge de Science politique.

★

Péguy disait que le dernier aventurier des temps modernes était le père de famille. Fort de son expérience personnelle, il aurait dû ajouter : et les dirigeants d'une institution scientifique. Car c'est une folle aventure que de créer un centre de réflexion politique et de vouloir donner à son action un niveau de haute vulgarisation et, pour tout dire, de civisme, dans un pays qui se passionne pour les aspects folkloriques de la vie politique bien plus que pour ses problèmes cruciaux.

Les péripéties de cette aventure, André Philippart les raconte, souvent dans leurs grandes lignes mais, à l'occasion, par le menu, dans l'excellent rapport qu'il vient de dresser pour célébrer le chemin parcouru par l'Institut en vingt ans. Le bilan est impressionnant ; je le dis d'autant plus nettement que, mise à part la réussite de RES PUBLICA, j'y suis pour bien peu.

Ce qu'est aujourd'hui l'Institut, nous le devons, en effet, entièrement à l'action, au dévouement, à l'imagination, à l'esprit d'initiative, à la ténacité, d'hommes tels que le chanoine Leclercq et Marcel Grégoire, M. P. Herremans, V. Crabbe et Philippart. A la petite cohorte aussi des fidèles qui les ont aidés à surmonter les difficultés de tous ordres dont le chemin d'un institut scientifique comme le nôtre est normalement parsemé. A tous ceux qui, en se faisant membres de l'Institut belge de Science politique ou en s'abonnant à notre revue, ont voulu manifester leur accord non pas toujours et nécessairement, avec tout ce qui se faisait et se publiait, mais avec la tentative que nous poursuivions contre vents et marées. A ceux enfin, Ministère, Fondation Universitaire, organismes privés et publics, qui

n'ont cessé d'appuyer financièrement notre action. Qu'ils en soient tous remerciés. Sans ces concours, sans ces dévouements, sans aussi l'inlassable disponibilité de son personnel, l'Institut n'aurait pas survécu.

Est-ce à dire qu'aujourd'hui il est à l'abri de tout naufrage ? Il n'en est rien.

Il faut le dire avec force : l'Institut de Science politique n'a pas encore atteint la vitesse de croisière qui le mettrait à l'abri des grandes houles de la vie nationale dont certaines pourraient lui être fatales.

Nous vivons en effet dans un singulier pays où le fait de publier l'un ou l'autre article dans la langue de la majorité des citoyens provoque inmanquablement quelques désabonnements. Où faire paraître un article en anglais qui est désormais la langue universelle par excellence de la plus grosse partie du monde scientifique — ce qui attire sur la revue l'attention de tous les anglophones et nous ouvre les portes de bien des universités étrangères — suscite d'âpres critiques. Où les hommes politiques ne s'intéressent guère à l'approche scientifique des problèmes qu'ils ont à traiter quotidiennement. Où les politistes ne croient pas utile de se mettre au niveau de leurs concitoyens et ne veulent faire que de la science pure, aussi ésotérique que possible. Où l'opinion publique s'enflamme pour rien et ne s'intéresse à rien.

Nous avons beau grouper les meilleurs et les plus brillants des politistes, ou du moins, la plus grosse partie d'entre eux ; réunir, dans le Comité de rédaction de la revue, la fleur et l'espoir de la jeune science politique belge ; faire de l'Institut un organisme que les politistes du monde entier connaissent, estiment et apprécient ; poursuivre, depuis vingt ans, une action de formation et d'information du citoyen belge ; mettre sur pied des projets prestigieux et, la plupart du temps, les mener à bien ; publier une revue à laquelle aucun spécialiste ne refuse de collaborer ; nous n'en restons pas moins réduits à la portion congrue.

Un seul chiffre le prouvera : dans le total des crédits accordés à la recherche scientifique, les sciences sociales n'interviennent que pour moins de 6 %. Dans ce montant, la part de la science politique s'élève à 4 %. Entendez bien : dans les crédits accordés à l'ensemble des sciences sociales, et non pas à l'ensemble des sciences. Et encore s'agit-il de toute la science politique belge, et non du seul Institut. C'est dérisoire.

C'est dérisoire parce que si l'on veut résoudre un jour les problèmes innombrables et complexes que pose l'évolution actuelle de notre monde, ce n'est pas aux sciences exactes qu'il faudra s'adresser, car c'est précisément leur prodigieuse et prestigieuse activité qui pose ces problèmes,

et c'est le fait qu'elles ont déjà atteint le seuil du XXI^e siècle, alors que les autres disciplines piétinent sur place ou progressent lentement, qui les rend insolubles. Le drame d'Oppenheimer n'est pas d'avoir rencontré de grosses difficultés à fabriquer la première bombe atomique opérationnelle ; c'est de l'avoir fabriquée ; et ce drame ne se posait pas en termes de physique nucléaire ou de technique, mais en termes d'éthique ou de stratégie politique, de connaissance des conflits entre les Nations, ou de conception du monde — c'est-à-dire dans des termes dont la proposition, l'analyse et la résolution relèvent, de toute évidence, des sciences sociales en général et de la science politique en particulier.

Il en va de même de tous les problèmes qui se posent au monde d'aujourd'hui et qui se poseront, avec toujours plus d'acuité, au monde de demain.

Dès lors, il est absurde et plus encore dangereux, de ne pas accorder aux disciplines qui, seules, sont en mesure de les aborder et de tenter de les résoudre, les moyens nécessaires à leur développement, les moyens qui leur permettraient de ne pas stagner au niveau du siècle dernier, alors que d'autres disciplines sont déjà au-delà de l'An Deux Mil.

Et comme, qu'on le veuille ou non, les décisions informées par l'effort et l'apport des sciences sociales et humaines, enfin inscrites à leur juste rang, déboucheront fatalement, du moins on l'espère, sur une série de décisions politiques, il serait bon que la science politique cesse d'être embryonnaire, ésotérique, étrangère à la vie politique concrète, et soit mise en état d'intervenir, à bon escient et à sa place, dans les processus de décision politique du monde à venir. Et pas seulement dans les décisions de ceux qui auront la lourde tâche de les prendre, mais encore dans l'information de ceux qui auront à en subir les conséquences, je veux dire, les citoyens.

*
**

On dira que j'embouche des trompettes bien éclatantes pour chanter les louanges et défendre le droit à la vie d'un Institut, somme toute, mineur. Je n'en crois rien. Outre qu'il est seul de son espèce en Belgique à s'être fixé le genre d'objectifs qui viennent d'être sommairement indiqués, et que, n'aurait-il que ce seul titre, il aurait droit à quelque considération, il faut dire et répéter que, dans le monde entier, l'Institut et sa revue sont l'objet d'une estime qui s'est matérialisée maintes fois. Non seulement par le fait que son Secrétaire Général a été nommé, à l'unanimité, Secrétaire Général de l'Association internationale des Sciences politiques (I.P.S.A. - A.I.S.P.) et a vu renouveler son mandat ; que son Président est membre du Comité Exécutif de ladite Association ; qu'avec

d'autres membres du Conseil d'Administration ou du Conseil scientifique, il a été désigné comme rapporteur d'un des thèmes du prochain Congrès mondial de Science politique (Montréal, 1973) après l'avoir été à Munich (septembre 1970); mais encore par le fait qu'il n'est pas de mois où quelque spécialiste étranger ne fasse appel aux services de l'Institut ou n'adresse un article à sa revue. Disons-le franchement : il est des moments où les responsables de l'Institut se sentent quelque peu étonnés et surpris par la sympathie, et bien souvent l'amitié, que leur accordent les plus grands maîtres de la science politique mondiale, par l'estime où les tiennent les universités et les instituts de recherches de tous les pays. Tout cela est très réconfortant et nous encourage à poursuivre et à intensifier notre action. Mais ne serait-il pas bon que des encouragements nous viennent aussi de nos propres concitoyens ? Je sais : nul n'est prophète en son pays, et en Belgique, moins encore qu'ailleurs. Mais n'est-il pas navrant de constater, comme le fait le rapport dressé par André Philippart, que seule une poignée de journalistes, d'hommes politiques, de magistrats, d'étudiants, soutient notre effort ? Que nous avons organisé des colloques sur le fédéralisme ou la politisation de l'administration en Belgique, sans pouvoir persuader les plus directement intéressés à l'étude objective de ces problèmes, de participer aux débats ? Qu'alors que la revue publie, depuis ses premiers numéros, des articles de jeunes, si peu d'étudiants viennent à nous ?

J'écris ces mots sans amertume, bien décidé, comme je le suis, à poursuivre notre effort, quoi qu'il arrive, pour pousser l'Institut dans la voie que nos prédécesseurs, nos maîtres et nos amis, nous ont tracée dès le début, aussi longtemps qu'il le faudra pour l'asseoir sur des assises solides et prestigieuses. Ce que j'en dis n'a d'autre intention que de souligner, une fois encore, ce qu'il y a d'inquiétant dans la situation d'un pays où tout le monde parle sans cesse de politique, où les passions politiques sont sans cesse portées au rouge vif, et dont ni l'opinion publique, ni les élites ne croient nécessaire de se pencher objectivement sur la situation qu'elles vivent chaque jour, et, moins encore, de soutenir l'action du seul institut qui n'a d'autre vocation, ni d'autre ambition, que de le faire, loyalement, dans toute la mesure des forces dont il dispose.

